

Investissement

L'investissement productif des SQS-EI (sociétés, quasi-sociétés et entreprises individuelles) a légèrement décliné en 1996, après deux années de croissance modérée (+1,3% en 1994 et +3,8% en 1995). Le taux d'investissement, mesuré par rapport à la valeur ajoutée, a légèrement reculé pour s'établir à 14,9%, soit un niveau comparable aux minima de 1984 et de 1994. Ce constat global masque un profil infra-annuel marqué. Le ralentissement amorcé en 1995 s'est accentué au premier semestre de 1996, mais l'investissement a été plus soutenu au second semestre : +0,3% en glissement annuel à la fin de l'année contre -0,9% à la mi-1996. Ce regain de dynamisme devrait se confirmer cette année ; néanmoins, l'investissement progresserait à un rythme encore modéré : +1,6% en moyenne annuelle pour l'ensemble des SQS-EI.

Un environnement favorable à l'investissement

Comme le suggère l'amélioration des anticipations des chefs d'entreprise observée dans les enquêtes de conjoncture, le redressement de l'activité, amorcé à l'été 1996, devrait se poursuivre cette année et soutenir la croissance de l'investissement. La production manufacturière, stimulée par une demande étrangère dynamique, serait en particulier plus soutenue. Dans les services et le secteur du bâtiment et des travaux publics, le redressement des perspectives d'activité est plus récent ; elles apparaissent néanmoins aujourd'hui bien orientées.

Le ralentissement conjoncturel observé en 1996 a pesé sur les résultats et la trésorerie des entreprises. Néanmoins, leur situation financière demeure saine et elles disposent d'importantes capacités de financement. Par ailleurs, la poursuite du recul des taux d'intérêt à long terme (-0,7 point en glissement annuel en avril sur les taux à 10 ans) et le bas niveau des taux à court terme contribuent toujours à modérer le coût de financement des investissements physiques. La reprise récente des crédits d'équipement (+1,1% en glissement annuel en février 1997) confirme d'ailleurs le rythme plus intense des dépenses d'équipement, même si, d'après l'enquête de trésorerie, le désendettement des entreprises reste un objectif prioritaire. Enfin, la prorogation du dispositif d'amortissement accéléré pourrait faciliter l'engagement de nouvelles dépenses.

Au-delà des fluctuations trimestrielles, le redémarrage de l'investissement en produits manufacturés au second semestre de 1996 devrait se poursuivre cette année : sa croissance s'établirait à 3,2% en moyenne annuelle. Après le recul important enregistré au premier trimestre, les immatriculations de véhicules utilitaires ont retrouvé un niveau élevé dès le mois d'avril. Par ailleurs, les perspectives de production sont très bien orientées dans le secteur des biens d'équipement professionnel et les chefs d'entreprise jugent leurs carnets de commande plutôt bien garnis, depuis maintenant plusieurs mois.

Le recul de l'investissement en bâtiment, enregistré depuis 1993, s'est poursuivi en 1996 (-1,9%). Celui-ci serait encore à l'oeuvre en 1997 : -1,5% en moyenne annuelle. En effet, les mises en chantier de bâtiments non résidentiels s'inscrivaient toujours en avril sur une

INVESTISSEMENT PRODUCTIF DES ENTREPRISES

(Volumes aux prix de l'année précédente, évolutions en %)

Secteurs (et pondérations ⁽¹⁾)	1993	1994	1995	1996	1997
Grandes Entreprises Nationales (11,9 %)	-0,3	-21,8	-4,9	10,2	4,5
Entreprises du secteur concurrentiel (88,1 %)	-10,0	4,9	4,6	-2,6	1,1
Agriculture (6,1 %)	-8,3	9,9	8,2	2,9	-4,0
Industrie (28,2 %)	-19,5	5,4	0,4	-0,8	2,0
Commerce - Services (51,2 %)	-4,3	4,6	7,3	-3,6	1,0
Bâtiment - Travaux publics (2,6 %)	-4,9	-1,7	-6,7	-13,7	5,0
Ensemble des SQS-EI (prix de l'année précédente)	-8,7	0,9	3,5	-1,2	1,5
Ensemble des SQS-EI (prix de 1980)	-8,3	1,3	3,8	-0,4	1,6

(1) Structure de l'investissement en valeur en 1996.
Source : Comptes Nationaux Annuels pour 1993 à 1996.

■ Préviation

tendance baissière. Les surfaces commencées étaient mal orientées pour tous les types de bâtiments, à l'exception des bâtiments agricoles.

Croissance modérée dans l'industrie

Après une année de stabilisation, l'investissement du secteur industriel devrait croître à un rythme modéré en 1997, conjointement à l'amélioration des anticipations. D'après l'enquête sur les investissements réalisée au mois d'avril, la croissance s'établirait à 3% en valeur.

Les perspectives d'activité, qui se redressent depuis la mi-1996, apparaissent aujourd'hui bien orientées. Les industriels interrogés aux enquêtes de conjoncture jugent la demande, notamment étrangère, vigoureuse et leurs carnets de commandes bien garnis. Au total, la production manufacturière progresserait de 3,9% en moyenne annuelle.

Cependant, les capacités de production, peu sollicitées, sont encore jugées excédentaires. La proportion d'entreprises confrontées à des goulots d'équipement demeure à un bas niveau depuis le début de 1996. Bien qu'en hausse au mois d'avril (82,7%), les taux d'utilisation des capacités restaient, dans l'industrie manufacturière nettement en deçà de leur moyenne de longue période (84,4%). La croissance plus soutenue de l'activité ne devrait pas s'accompagner de tensions significatives, ne nécessitant donc pas d'importants investissements de capacités d'ici la fin de l'année. Les projets d'équipement des entreprises restent donc pour l'heure très prudents. Ils concernent pour l'essentiel des investissements de remplacement ou de modernisation de l'appareil productif.

Stimulées par des perspectives de production particulièrement bien orientées, les dépenses d'équipement progresseraient sensiblement dans le secteur des biens intermédiaires (+7% en valeur) et de façon plus modérée dans le secteur des biens d'équipement professionnel (+3% en valeur). Dans le secteur de l'automobile, l'année 1996 semble avoir marqué la fin d'un cycle d'investissement. Malgré des carnets de commandes étrangers plutôt bien garnis, les chefs d'entreprise anticipent une stabilisation de leurs dépenses d'équipement en valeur cette année. Enfin, les investissements du secteur des biens de consommation seraient en ligne avec une demande des ménages en croissance modérée. Ils demeureraient ainsi en 1997, au niveau atteint l'an passé.

Reprise progressive dans le tertiaire

Après deux années de croissance modérée, les investissements du secteur tertiaire ont nettement fléchi en 1996 (-3,6% en moyenne annuelle), contraints par des perspectives d'activité mal orientées. En 1997, le redémarrage de l'activité devrait soutenir progressivement l'investissement. Celui-ci augmenterait à un rythme encore modeste d'environ 1% en moyenne annuelle,

avec une composante bâtiment peu dynamique. En revanche, les dépenses en matériel informatique, déjà en nette progression en 1995 et 1996, devraient accélérer encore cette année.

D'après les enquêtes de conjoncture, les anticipations des chefs d'entreprise, qui sont restées mesurées tout au long de 1996, se redressent depuis maintenant six mois dans les services. Elles apparaissent, en particulier, bien orientées dans les services aux entreprises. Par ailleurs, des créations d'entreprises plus nombreuses dans ces secteurs contribueraient à soutenir l'investissement en 1997.

Dans le commerce de gros, les chefs d'entreprise sont plus optimistes quant au niveau de leur activité future, et notamment dans le commerce de biens intermédiaires. En revanche, le moindre dynamisme de la consommation des ménages et le maintien d'une politique d'autorisation restrictive pour les grandes surfaces limiteraient les besoins en capital dans le commerce de détail.

Après une année 1996 peu dynamique, l'activité du transport routier de marchandises serait à nouveau bien orientée. Le trafic international est déjà bien orienté depuis le début de l'année en raison du dynamisme des échanges extérieurs. Au second semestre, le redressement de la demande intérieure favoriserait le trafic intérieur. Ce regain de dynamisme, conjointement à l'augmentation du taux d'utilisation des véhicules, pourrait susciter, d'après les chefs d'entreprise, de nouveaux projets d'extension du parc. Après la baisse marquée enregistrée à l'automne dernier, les immatriculations de poids lourds neufs ont d'ailleurs fortement progressé au mois d'avril, signe d'une meilleure orientation des dépenses d'équipement chez les transporteurs.

Les autres secteurs

L'investissement du secteur agricole a vraisemblablement atteint le haut de son cycle en 1996. En 1997, les dépenses en matériel agricole ainsi qu'en bâtiment diminueraient légèrement. En revanche, la réduction du cheptel serait d'une ampleur moins importante qu'en 1996.

Dans le secteur du bâtiment et des travaux publics, l'investissement s'est encore sensiblement contracté en 1996, en raison de la faiblesse de l'activité tout au long de l'année. La reprise de l'activité au début de 1997 et des anticipations maintenant mieux orientées dans l'ensemble du secteur devraient conduire les entreprises à accroître à nouveau leurs dépenses d'équipement.

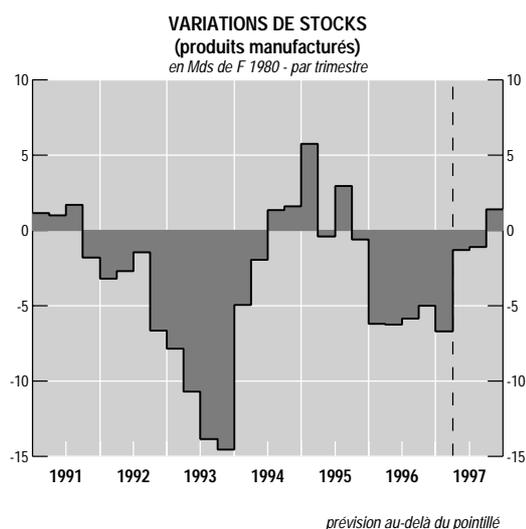
En 1996, l'investissement des grandes entreprises nationales (GEN) enregistre artificiellement une forte croissance, due pour l'essentiel au contrecoup du transfert d'actifs des Charbonnages de France vers les SQS-EI en 1995. En 1997, l'investissement des GEN devrait retrouver une tendance relativement modérée. ■

Stocks

Une contribution à nouveau positive

Après avoir fortement pesé sur la croissance de la production manufacturière en 1996, les variations de stocks viendraient la soutenir en 1997. Leur contribution, encore assez faible en début d'année, serait plus forte au second semestre. Un mouvement favorable similaire serait à l'oeuvre dans l'ensemble des pays d'Europe continentale.

Le jugement des chefs d'entreprise sur leurs stocks, tel qu'il ressort actuellement des enquêtes de conjoncture, est compatible avec un infléchissement du mouvement de déstockage de biens manufacturés. En particulier, le solde d'opinion sur les stocks de produits finis s'est replié au-dessous de sa moyenne historique. Ceci signifie que les stocks sont désormais jugés légers par les industriels dans l'ensemble des branches de l'industrie manufacturière (à l'exception de la branche automobile). Cette amélioration de l'opinion des industriels est cohérente avec une meilleure orientation des déterminants du stockage (voir dossier p.28) : la demande accélère depuis plusieurs mois et les anticipations de prix semblent se retourner à la hausse - bien qu'encore de façon timide. Par ailleurs, les industriels jugent à présent que les niveaux de leurs stocks en produits de consommation intermédiaire sont normaux, après avoir procédé à des achats importants au premier trimestre. Enfin, les grossistes en biens manufacturés estiment que leurs stocks de marchandises sont adaptés, tandis que les détaillants trouvent leurs stocks de biens de consommation un peu pesants.



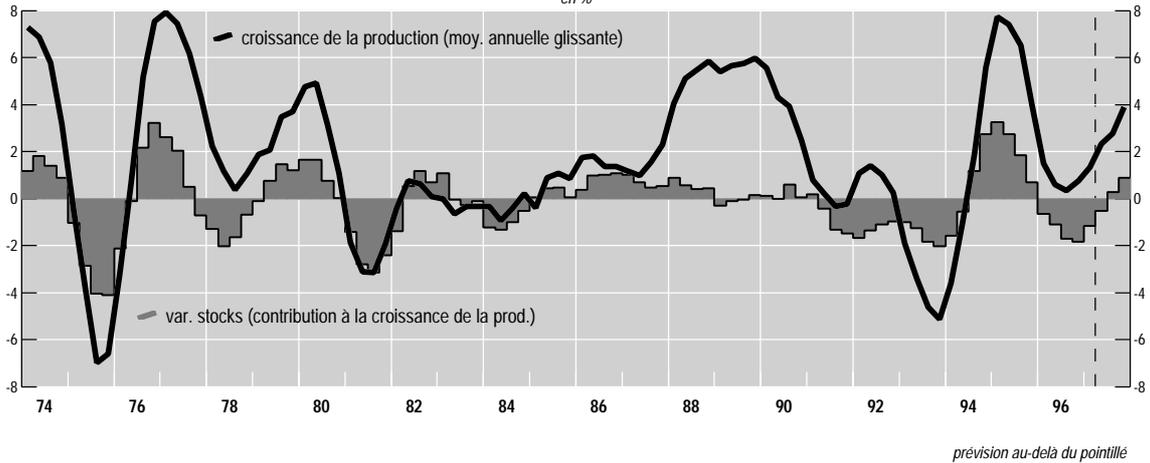
La contribution des stocks à la croissance n'augmenterait pas encore sensiblement au premier semestre de 1997 par rapport à la fin de 1996, en dépit de l'accélération de la demande. Les variations de stocks se verraient en effet limitées par le redressement seulement très progressif des prix des biens industriels. Elles seraient de surcroît affectées au premier trimestre par un nombre de jours ouvrables faible, affectant plus l'offre que la demande : pour y faire face, les industriels et les commerçants ont, mécaniquement, plus recouru à leurs stocks. Au second semestre de 1997, en revanche, les prix retrouveraient un certain dynamisme, stimulés par la poursuite de l'accélération de la de-

STOCKS DE PRODUITS MANUFACTURÉS

1993	1994	1995	1996	1997		1995		1996		1997	
						1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.
-47,0	-3,9	7,7	-23,3	-7,8	Variations de stocks en Mds de F 1980	5,4	2,4	-12,4	-10,9	-8,0	0,2
-2,0	2,7	0,7	-1,8	0,9	Contribution des variations de stocks à l'évolution de la production manufacturière	0,3	-0,3	-1,7	0,2	0,3	0,9

Prévision

VARIATIONS DE STOCKS ET PRODUCTION
(produits manufacturés)
en %



mande et par celle des prix d'importation. Les variations de stocks soutiendraient alors davantage la croissance de la production manufacturière. De telles contributions des variations de stocks à la croissance ont déjà été observées (*voir graphique*).

La contribution des variations de stocks à la croissance pourrait être particulièrement marquée cette année pour les biens intermédiaires, dont le déstockage a été très important en 1996. L'ampleur de ce retournement pourrait s'expliquer par l'évolution des prix de production : après une baisse sensible depuis la mi-1995, l'indice des prix de vente industriels s'est stabilisé en fin d'année passée ; il semblait amorcer une remontée dès la fin du premier trimestre de 1997. Les grossistes interrogés en mai signalaient par ailleurs une nette orientation à la hausse du prix des biens intermédiaires, dont ils anticipaient la poursuite. Cette amélioration des perspectives de prix a contribué à rendre les stocks plus légers aux yeux aussi bien des producteurs que des utilisateurs de biens intermédiaires. En dépit de la forte augmentation de leurs achats de produits intermédiaires au premier trimestre, les industriels continuaient ainsi à juger légers leurs stocks de matières premières et demi-produits. Ils s'apprêtaient de surcroît à effectuer

des achats encore plus importants au deuxième trimestre, selon l'enquête trimestrielle dans l'industrie du mois d'avril.

En 1997, les facteurs favorables au stockage jouant de la même façon en Europe continentale et en France, les variations de stocks pourraient contribuer à accélérer la croissance européenne. Les enquêtes de conjoncture en Allemagne et en Italie montrent en effet que les industriels y estiment désormais leurs stocks légers : les anticipations de production sont bonnes et les perspectives de prix s'améliorent.

Par ailleurs, les stocks de logements neufs se sont fortement réduits en France en 1996, les ventes ayant été dynamiques sans qu'on ait observé de reprise des mises en chantiers. En 1997, l'amélioration des perspectives d'activité dans le secteur du bâtiment est sensible dès le printemps, selon les enquêtes de conjoncture. Néanmoins, le nombre de logements commencés demeurant stable en début d'année, ce regain d'activité ne se traduirait que progressivement, compte tenu des délais de construction, sur la production de logements neufs. La demande de logements restant soutenue, le niveau des stocks continuerait donc à baisser durant la majeure partie de l'année. ■

Production

Industrie manufacturière

La production manufacturière devrait accélérer assez sensiblement en 1997. La croissance serait de 3,9% en moyenne annuelle, après 0,8% en 1996. Le glissement annuel passerait de 1,7% fin 1996 à 4,3% à la fin du premier semestre de 1997 puis à 6% en fin d'année. Ce profil témoigne d'une accélération régulière masquée par les effets de calendrier.

Cette orientation de plus en plus favorable de l'activité industrielle reposerait sur une demande étrangère vigoureuse et un retournement du comportement de stockage. L'investissement serait progressivement mieux orienté, même si son évolution en moyenne annuelle resterait assez modeste. Les exportations, stimulées par la baisse, depuis la mi-1996, du taux de change effectif du franc et l'accélération de la demande étrangère, constitueraient la composante la plus dynamique de la demande en 1997. Leur croissance est forte et régulière, et leur contribution à la croissance de la production serait de l'ordre de 1% par trimestre. La contribution des stocks à la croissance redeviendrait positive sur l'ensemble de l'année, alors qu'elle avait été fortement négative en 1996. Enfin, la consommation des ménages en produits manufacturés, après avoir contribué pour environ 1 point à la croissance de la production en 1996 serait en retrait en 1997.

Le dynamisme enregistré depuis deux ans dans le secteur des biens d'équipement professionnel devrait perdurer en 1997. Au premier semestre, cette croissance provient pour une grande part de la vigueur des exportations, en particulier dans la construction aéronautique. L'activité resterait soutenue à la fin de l'année grâce au maintien à haut niveau des exportations et à la reprise des investissements productifs que suggèrent les projets des industriels pour 1997.

Dans la branche des biens intermédiaires, la production a été assez soutenue en début d'année, vivement stimulée par le dynamisme des exportations. Les taux d'utilisation des capacités de production se sont accrus. La demande intérieure en biens intermédiaires s'est également raffermie. Leurs prix ont cessé de se dégrader depuis le début de l'année, et semblent même avoir redémarré pour les biens transitant par le commerce de gros. L'ensemble de ces mouvements devraient s'accroître au second semestre et se traduire par une accélération de la production.

L'activité dans la branche «automobile» est restée modérée au premier semestre. Plus encore que dans les autres secteurs, une évolution très contrastée s'observe entre la demande intérieure, qui reste à un niveau médiocre depuis la disparition de la prime «qualité» en octobre dernier, et les exportations stimulées par la prime automobile en Espagne et surtout en Italie, et par la vigueur de la croissance au Royaume-Uni. La hausse du taux de pénétration des véhicules étrangers confirme la perte de parts de marchés des industriels français sur le marché intérieur, tandis que le taux de pénétration des véhicules français à l'étranger progresse. Au second semestre, la demande intérieure en véhicules particuliers devrait progressivement retrouver le niveau observé avant la prime «qualité». La production de poids lourds devrait se redresser dès le deuxième trimestre et conduire à une remontée sensible du nombre d'immatriculations au second semestre. Associée à des exportations qui demeureraient élevées, la reprise de la demande intérieure devrait permettre à l'activité dans ce secteur de retrouver un rythme assez soutenu au second semestre.

Dans la branche des biens de consommation, l'activité a manqué de dynamisme au premier semestre. A partir de l'été, le rythme de croissance plus élevé de la consommation des ménages et la fermeté de la demande étrangère soutiendraient l'activité. En définitive, la production devrait progresser à un rythme modéré en 1997.

Bâtiment et travaux publics

Après le net repli enregistré en 1996, l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics devrait se stabiliser puis progressivement redémarrer au cours de l'année 1997. Elle serait dynamisée par le secteur de l'entretien-amélioration (dès le premier semestre) et par une reprise de la construction de logements (en fin d'année). Le secteur de construction de bâtiments non résidentiels serait moins dynamique. Dans les travaux publics, un arrêt de la détérioration de l'activité est observée au premier semestre. Il devrait être suivi d'un léger redémarrage au second.

Après un repli seulement modéré en 1996 et des premiers signes de meilleure tenue dès la fin d'année, l'activité d'entretien-amélioration dans le bâtiment pourrait enregistrer une progression en 1997. Les enquêtes de conjoncture dans le bâtiment et l'artisanat du bâtiment indiquent une reprise de cette activité au premier semestre. Pour la partie qui concerne

PRODUCTION MARCHANDE PAR BRANCHE

(Évolution en %)

	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1995		1996		1997		1995	1996	1997	1995	1996	1997
	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.	1 ^{er} s.	2 nd s.						
Agro-alimentaire	0,5	0,1	1,4	2,6	-0,7	1,3	0,5	4,0	0,7	1,3	2,7	1,2
Énergie	2,8	0,1	4,0	-0,7	0,1	2,3	2,9	5,1	1,7	2,3	3,6	0,9
Produits manufacturés	2,2	-0,6	0,5	1,3	1,7	3,2	0,1	1,7	6,2	4,0	0,8	3,9
Bâtiment - Travaux publics	-1,4	0,9	-1,9	-1,0	-0,5	0,8	-1,4	-3,3	1,0	0,3	-1,9	-0,6
Commerce	0,9	0,3	1,5	0,4	0,1	2,6	0,3	2,4	3,5	2,1	1,9	1,6
Services	4,3	4,0	4,7	4,9	5,3	5,6	8,3	10,2	11,5	7,4	9,4	10,9

■ Préviation

l'amélioration de logements, elle bénéficie encore, avec un effet décalé, des achats de logements anciens effectués l'an passé au moyen du prêt à taux zéro. Certes, le relèvement de la part minimale de travaux d'entretien-amélioration nécessaire à l'obtention de ce prêt, intervenu en début d'année, pourrait à court terme défavoriser l'activité d'amélioration-entretien. Mais à l'inverse, ces travaux devraient profiter de l'entrée en vigueur d'une nouvelle mesure de soutien en début d'année (réduction d'impôt pour les dépenses de gros travaux dans l'habitation principale) et de la prolongation jusqu'à la fin de l'année d'aides à l'acquisition de logements anciens (réduction d'impôt au titre des intérêts d'emprunt).

Après le fort repli enregistré en 1996, l'activité de construction de logements a continué de se dégrader au premier semestre. Cette évolution résulte de la nouvelle baisse des mises en chantier de logements collectifs observée ce semestre, liée notamment au recul, en fin d'année dernière, des permis de construire de logements financés par PLA. La construction de logements collectifs pourrait toutefois se montrer plus dynamique en cours d'année : les stocks détenus par les promoteurs sont en effet maintenant assez nettement réduits, et les mesures en faveur de l'investissement locatif, le maintien du prêt à taux zéro et le faible niveau des taux d'intérêt devraient continuer de favoriser la demande des particuliers. Les mises en chantier de maisons individuelles se sont maintenues à un haut niveau au premier semestre après leur forte progression l'an passé, et les permis de construire déposés en fin d'année laissent présager une nouvelle progression.

La détérioration de l'activité de construction de bâtiments neufs non résidentiels devrait se poursuivre en 1997. Les autorisations de construire enregistrées en 1996 sont en effet en repli (-5,2%). Comme l'an passé, la détérioration serait forte pour les bâtiments commerciaux, toujours du fait du durcissement des conditions d'autorisation. Sur l'année, les mises en chantier de bâtiments agricoles seraient aussi en recul. L'activité de construction de bâtiments industriels et de stockage serait stable ou en léger recul. En revanche, les mises en chantier de bureaux pourraient progresser : si les surfaces autorisées sont globalement en repli en 1996, elles se redressent nettement en fin d'année.

Après le net recul d'activité enregistré en 1996 dans le secteur des travaux publics, lié pour une grande part à la réduction des dépenses d'investissement des collectivités locales, les perspectives d'évolution pour 1997 restent délicates à établir. Le nombre de marchés conclus s'est un peu redressé en fin d'année. La dernière enquête trimestrielle de conjoncture fait état d'une meilleure tenue de l'activité au premier trimestre de 1997 et d'une poursuite de l'amélioration au deuxième. Les infrastructures autoroutières, dans l'hypothèse où leur développement ne serait pas remis en cause, devraient demeurer les éléments les plus dynamiques de l'activité. L'évolution des dépenses d'investissement des collectivités locales reste plus incertaine.

Commerce

L'activité dans le commerce de gros a progressé à un rythme encore modéré au premier semestre après la légère augmentation observée à la fin de 1996. Le commerce de biens intermédiaires a poursuivi son redressement lié à la meilleure orientation de la demande et à la remontée progressive des prix, particulièrement nette pour les biens intermédiaires pour l'industrie. En revanche, le commerce de biens d'équipement, notamment en direction de l'industrie, s'est montré peu vigoureux dans la première moitié de l'année. Il pourrait connaître un regain d'activité en cours d'année, l'investissement des entreprises devenant progressivement mieux orienté. Les ventes ont peu progressé au premier semestre dans la grande distribution, notamment pour les produits alimentaires. Elle se sont montrées plus fermes dans le petit commerce. Le second semestre devrait globalement être marqué par un regain de dynamisme du fait de la meilleure tenue de la consommation de ménages.

Services

Les services aux entreprises hors intérim ont progressé modérément au premier semestre. Le raffermissement de la production manufacturière semble avoir bénéficié dans un premier temps aux entreprises d'intérim dont l'activité a fortement augmenté en début d'année. La poursuite de ce raffermissement devrait ensuite stimu-

ler l'ensemble des services aux entreprises. En outre, l'activité des SSII devrait être dynamisée par l'approche du passage à l'euro et de l'an 2000 qui rendent nécessaire l'adaptation des systèmes de comptabilité des entreprises.

Dans les services aux ménages, des évolutions contrastées s'observent en début d'année. Si les hôtels-cafés-restaurants et les agences de voyage ont enregistré une amélioration sensible de leur activité, la plupart des autres services aux ménages ont en revanche peu progressé.

Enfin, les services de télécommunications devraient bénéficier d'une demande des ménages en forte progression depuis deux ans.

Transports

Après une fin d'année 1996 déjà marquée par un redressement de leur activité, les transports ferroviaires de marchandises ont accéléré au premier semestre de 1997, notamment du fait de la vigueur du trafic international. Malgré une amélioration de l'opinion des transporteurs routiers sur leur activité, celle-ci enregistre un début d'année peu dynamique. Elle devrait s'améliorer dès le deuxième trimestre.

Le trafic voyageurs de la SNCF a légèrement progressé au premier semestre 1997. S'il a été affecté par les conditions climatiques en début d'année, il pourrait avoir bénéficié d'un effet de report au moment des grèves dans le trafic aérien intérieur. Le nombre de voyageurs sur les lignes de TGV rejoint désormais celui du trafic grandes lignes hors TGV. Le trafic aérien de voyageurs a continué de s'améliorer au premier trimestre après une année 1996 très dynamique. Le rythme de progression du trafic international est demeuré soutenu, reflétant la croissance du trafic mondial et les meilleures conditions de transit qui résultent de la mise en place l'an dernier d'une plate-forme centrale à Roissy. Le trafic intérieur, affecté par des grèves au premier semestre, devrait bénéficier par la suite de la bonne orientation des dépenses de tourisme et d'une tendance favorable de l'évolution des prix.

Agriculture

La production agricole continuerait de progresser en 1997, mais à un rythme moins soutenu que celui observé en 1996, année exceptionnelle.

Le secteur des grandes cultures devrait bénéficier de l'assouplissement du taux de gel obligatoire qui permettrait un recul de 30% environ des surfaces mises en jachère agronomique ⁽¹⁾, en application de la réforme de la PAC. Ce mouvement se traduit par une augmentation des cultures correspondantes : céréales à paille, colza et pois. L'accroissement de la récolte de blé qui

en résulte pourrait ainsi atteindre 3% environ. Les prix céréaliers devraient rester soutenus en 1997 et les prix communautaires seraient stables, à condition que les menaces de sécheresse s'amenuisent, ce qui semble acquis. La conjoncture sur le marché des vins d'appellation est un peu moins bien orientée que l'an passé. Les prix des vins de pays se stabilisent à un niveau élevé tandis que ceux des vins blancs de consommation courante pourraient en revanche baisser.

Dans le secteur animal, les effets de la crise de la «vache folle» sur les prix à la production des viandes bovines continueraient de s'atténuer. La production devrait augmenter légèrement en 1997, du fait de décisions d'investissement passées et de la poursuite de l'intervention publique. Concernant les porcins, les épizooties aux Pays-Bas et à Taïwan favoriseraient les exportations françaises et entraîneraient une forte hausse des prix. La production d'ovins serait en hausse cette année.

Les enquêtes de conjoncture font état, dans la plupart des secteurs des industries agro-alimentaires, de bonnes perspectives de production dans les mois à venir. L'activité dans les industries de la viande est en progression mais des stocks importants pourraient peser temporairement sur l'activité des prochains mois. Par ailleurs, le secteur de la boisson connaît un repli important au premier semestre, la formation de stocks réalisée par la grande distribution en décembre 1996 du fait de l'augmentation des taxes sur les boissons alcoolisées pesant sur la production. Le secteur du travail du grain, mal orienté en début d'année, pourrait connaître une augmentation sensible de son activité.

Énergie

Après une année 1996 particulièrement dynamique, stimulée par l'activité de raffinage, la production énergétique devrait fortement ralentir en moyenne annuelle. Dans le même temps, les prix déceléreraient tout au long de l'année 1997.

Le secteur des produits pétroliers devrait encore profiter en début d'année d'une augmentation des activités de raffinage. Dans le secteur du gaz, la diminution tendancielle de la production s'accompagne, au premier trimestre, d'une baisse sensible de la distribution, liée à la douceur des mois de février et de mars. Ces conditions climatiques clémentes, au regard des périodes de froid du premier et du quatrième trimestre de 1996, ont également contribué à la baisse relative de la production d'électricité au premier trimestre de 1997. En outre, la production de combustibles minéraux solides poursuivrait cette année sa baisse tendancielle. ■

(1) Par jachère agronomique, on entend toute surface non mise en culture ou portant des cultures non destinées à être récoltées.

Résultats des entreprises

L'amélioration de l'activité et l'évolution des prix profiteraient surtout à l'industrie

Sous l'effet de l'accélération de la croissance, les entreprises du secteur non-financier devraient, en 1997, rétablir des résultats d'exploitation qui s'étaient dégradés en 1996. Les facteurs ayant contribué à la légère baisse de l'EBE en 1996 devraient en effet s'atténuer dès le début de l'année. En premier lieu, après les faibles progressions enregistrées en 1996, les prix de production accéléreraient en cours d'année, atteignant +0,9% en glissement annuel pour les entreprises du secteur non-financier. Cette dynamique d'ensemble provient principalement du secteur manufacturier, pour lequel la progression atteint 1,2%, en glissement. La hausse du cours des matières premières entamée en début d'année en liaison avec une conjoncture mondiale plus porteuse entraînerait un relèvement du coût des consommations intermédiaires dans ce secteur. La baisse du cours du pétrole viendrait certes tempérer le coût des approvisionnements énergétiques, qui ne représentent toutefois qu'environ 6% du total des consommations intermédiaires du secteur manufacturier. Par ailleurs, l'ajustement retardé des effectifs à l'activité se traduirait par des gains de productivité en nette accélération tout au long de l'année, conformément au cycle usuel de productivité (+6,5%, en

glissement annuel). Les hausses de salaire dans ce secteur seraient en outre modérées sur l'ensemble de l'année : après l'accélération enregistrée en 1996 (+3,3%), le glissement annuel du taux de salaire s'établirait autour de 2,4%. Au total, la progression du coût unitaire d'exploitation resterait modérée en 1997 pour les entreprises des branches manufacturières.

La hausse des prix de production serait favorisée, dès le premier semestre, par un moindre effort de marge sur les marchés extérieurs où, selon l'enquête sur la concurrence étrangère, la pression concurrentielle s'est nettement réduite. Les gains de compétitivité à l'exportation liés à la dépréciation du franc et la vigueur de la demande autoriseraient ainsi une augmentation plus soutenue des prix d'exportation (+1,7% en glissement annuel).

Au total, après avoir fortement baissé en 1996 (-3,1% en glissement annuel), le prix de valeur ajoutée des branches manufacturières connaîtrait une croissance modérée cette année (+0,8%).

Les autres branches industrielles participent à ce mouvement d'ensemble d'accélération des prix, à l'exception toutefois du secteur énergétique. Celui-ci enregistrerait un net ralentissement de ses prix de pro-

LES COÛTS D'EXPLOITATION ET LES PRIX DE PRODUCTION DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIÈRE

(Évolution en %)

	Moyennes semestrielles						Glissements annuels			Moyennes annuelles		
	1995		1996		1997		1995	1996	1997	1995	1996	1997
	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.	1 ^{er} S.	2 nd S.						
Coût des consommations intermédiaires	1,9	0,5	0,2	-0,7	0,3	0,9	2,4	-0,7	1,3	2,5	0,1	0,4
Coût salarial unitaire ⁽¹⁾	-1,4	1,4	-0,1	-0,5	-1,0	-1,8	1,3	-0,5	-3,8	-2,3	0,3	-2,2
- Salaire moyen par tête	0,5	0,7	1,3	1,8	1,3	1,1	1,3	3,3	2,3	1,5	2,6	2,8
- Productivité ⁽²⁾	1,9	-0,5	1,5	2,2	2,5	3,0	0,1	3,8	6,5	3,8	2,4	5,2
Coût unitaire d'exploitation	1,1	0,7	0,2	-0,7	0,0	0,3	2,1	-0,7	0,2	1,4	0,2	-0,2
Prix de production	1,1	0,4	-0,8	-0,9	0,0	0,8	1,2	-1,8	1,2	1,7	-1,1	-0,1

■ Prévission

(1) Hors prélèvements obligatoires.

(2) Production par tête.

duction (1). L'activité de raffinage se ressentirait en effet de la chute des cours, tandis que les tarifs d'EDF seraient globalement en baisse sur l'année.

Faible progression des prix dans le tertiaire

Le prix de la valeur ajoutée dans le tertiaire non-financier devrait ralentir en moyenne annuelle (+0,5% après +1,4%). Malgré le dynamisme de l'industrie, favorable à l'activité dans les services aux entreprises, les prix de production n'enregistreraient qu'une progression très modérée. Dans un contexte de renchérissement des consommations intermédiaires et de hausses de salaire horaire assez dynamiques, les prix n'accéléraient qu'à la fin de l'année. Ces évolutions peu soutenues découleraient du faible dynamisme des prix dans le secteur des services aux ménages. L'attitude des consommateurs, caractérisée par une sensibilisation accrue au niveau des prix et aux opérations de promotion (soldes, etc.) expliquerait en grande partie cette modération. Les gains de productivité dans l'ensemble du tertiaire non-financier seraient en outre peu élevés, de l'ordre de 1,5% en glissement annuel à la fin de 1997.

Diminution du coût du travail grâce au « coin fiscal »

En 1997, la politique de soutien à l'emploi continuerait de contribuer à la modération des coûts unitaires. Les exonérations de charge, au titre du CIE et de la réduction sur les bas salaires (RBS) permettraient cette année encore la baisse du taux apparent de cotisation sociale des employeurs. Ces exonérations ne profiteraient pas de façon égale à tous les secteurs : il est en effet probable que le secteur tertiaire et celui de la construction en soient les principaux bénéficiaires, la part de l'emploi peu qualifié y étant structurellement plus importante. En outre, comptablement, les prestations versées directement par les entreprises diminueraient fortement cette année (-6%), sous l'effet du transfert à un établissement public du versement des retraites de France Telecom. L'effet serait cependant de faible ampleur sur l'évolution des charges des entreprises. Le coût salarial unitaire se tasserait en 1997 (-0,2% en moyenne annuelle, après +0,4%), sa contribution au coût unitaire total étant quasi-nulle. Par ailleurs, la baisse des taux d'intérêt tout au long de l'année passée réduirait en 1997 les frais financiers des entreprises, contribuant à amenuiser de 0,3 point l'évolution du coût unitaire total. Enfin, après la hausse exceptionnelle en 1996 de la taxe professionnelle, due à l'augmentation sensible des taux d'imposition, les impôts à la production devraient retrouver un rythme de croissance conforme à l'évolution de l'activité. Leur contribution à la croissance du coût unitaire serait alors négligeable. Au total, ce dernier ne croîtrait que modérément en 1997 (+0,3% en moyenne annuelle, après +0,2%), la hausse des prix des consommations intermédiaires (contribution de 0,7 point) se trouvant de fait nettement atténuée.

Stabilisation du taux de marge

L'excédent brut d'exploitation des entreprises non-financières devrait se redresser en 1997 après une légère dégradation l'année dernière (+2,8% après -0,2%). Cette amélioration serait essentiellement due aux sociétés et quasi-sociétés. Le résultat d'exploitation des entrepreneurs individuels progresserait globalement au même rythme que l'an dernier. Certes, après une année 1996 particulièrement dynamique, les exploitants agricoles enregistreraient un ralentissement de leur activité ; mais ce mouvement serait compensé par l'accélération de l'activité dans le commerce et les services au cours du second semestre.

Cette année, la part des salaires dans leur valeur ajoutée serait stable, après une année 1996 marquée par des hausses de salaire soutenues. Ce mouvement entraînerait la stabilisation en moyenne annuelle du taux de marge, autour de 40,5%. Cette évolution dissimule néanmoins un profil infra-annuel plus favorable. Le taux de marge s'établirait en effet à 40,6% au second semestre, après 40,3% au premier.

Situation financière globalement favorable

Une pression fiscale moindre qu'en 1996 favoriserait cette année la croissance du revenu des sociétés et quasi-sociétés (+9,3%, après -5,8% en 1996). Les versements de l'impôt sur le bénéfice des sociétés devraient ralentir en 1997. Elles avaient crû fortement l'année dernière, le solde de l'impôt au titre de l'exercice 1995 ayant été particulièrement important. Cette année, les entreprises bénéficieraient des mesures prises en 1996 et 1997 visant à alléger l'impôt (majoration des coefficients d'amortissement dégressif, réduction du taux pour certaines PME). Par ailleurs, les intérêts versés par les entreprises continueraient de diminuer mais à un rythme moins soutenu. La baisse des taux d'intérêt en 1996 s'accompagne en effet de la réduction récente de l'encours de dette, comme l'attestent les réponses à l'enquête de trésorerie dans laquelle les entreprises indiquent la poursuite de leurs efforts de désendettement.

En conséquence, le taux d'autofinancement des sociétés et quasi-sociétés continuerait de croître, retrouvant un niveau proche de celui atteint en 1995 (117,6%) : la reprise progressive de l'investissement s'accompagne en effet d'une remontée de près d'un point du taux d'épargne. ■

(1) Selon les règles de la comptabilité nationale, la TIPP est incluse dans la valeur ajoutée de la branche. Toute hausse de la TIPP conduit donc à une hausse du prix de production de la branche. De par sa faible ampleur (7 centimes/litre), la hausse décidée en début d'année a toutefois un impact négligeable.